

L'INNOVATION AGRICOLE

Anemon détecte les chaleurs des vaches

Détecter les chaleurs de ses vaches laitières, afin de les inséminer au bon moment et ainsi s'assurer de leur productivité, c'est le défi quotidien d'un éleveur. Mais aujourd'hui, cette tâche est problématique pour un nombre grandissant de producteurs. «Certaines de mes vaches ont des chaleurs dites sombres ou silencieuses, témoigne Alain Benoit, propriétaire de 25 vaches laitières à Petit-Martel (NE). C'est-à-dire qu'elles ne montrent pas de signes visibles, comme le chevauchement, qui nous permettent en temps normal de déceler les vaches prêtes à être inséminées.»

Il y a quelques mois, l'exploitant neuchâtelois a donc opté pour un système d'aide à la détection des chaleurs: «Je choisis une vache dont la fertilité pose problème. Je l'équipe d'un boîtier autour du cou et d'un thermomètre, et je reçois un SMS dès qu'elle est en chaleur. Je n'ai alors plus qu'à appeler l'inséminateur!»

Comment ça marche?

Basés sur la mesure de l'activité physique de l'animal ou de sa température corporelle, ces assistants électroniques sont commercialisés depuis déjà une dizaine d'années en Suisse, connaissant un succès mitigé. Le dernier-né, choisi par Alain Benoit, est de facture suisse. Bernoise pour être exacte. Le système Anemon, produit par la société éponyme basée à Saint-Imier (BE), a en effet été conçu par quatre professeurs des Hautes Ecoles bernoises. En mettant en commun leurs compétences informatiques, vétérinaires et de télécommunication, ils ont mis au point ce procédé révolutionnaire. «L'innovation que propose Anemon par rapport aux autres systèmes, c'est la mesure simultanée de la température, via un thermomètre placé dans le vagin de l'animal, et de son niveau d'activité physique, via un accéléromètre accroché à son collier», explique Patrick Tanner, gérant d'Anemon SA. Après avoir analysé les deux



A Zollikofen (BE), Christian Oesch – tenant ici le détecteur de mouvement et l'applicateur du thermomètre – a équipé ses vaches du système Anemon pour détecter leurs chaleurs.

paramètres, le logiciel envoie un SMS à l'éleveur sitôt qu'une chaleur est suspectée. Et ça marche. «Depuis septembre, j'ai pu inséminer quatre bêtes qui ne présentaient aucun signe extérieur de chaleur. Trois d'entre elles sont aujourd'hui portantes», se réjouit Alain Benoit. A Zollikofen (BE), l'éleveur Christian Oesch a également équipé son cheptel du système Anemon. «A la belle saison, mes vaches pâturent toute la journée à plus de 500m de la ferme. Le détecteur me permet de faire autre chose que de surveiller les chaleurs de mes bêtes, et de n'en rater aucune!»

L'enjeu est de taille pour ces deux producteurs laitiers. «Manquer des chaleurs a une influence directe sur la productivité du troupeau, confirme Pascal Furer, vétérinaire

à la Clinique du Vieux-Château, à Saint-Imier, le partenaire commercial d'Anemon. Chaque chaleur ratée constitue un manque à gagner de 300 à 500 fr. Ce sont des frais cachés, qui pèsent dans un bilan comptable à la fin de l'année!»

Parce qu'une vache non gestante coûte et rapporte moins, les éleveurs sont de plus en plus sensibles aux problèmes de fertilité de leur cheptel. Mais pour l'instant, seule une poignée d'entre eux ont adopté Anemon: «Pour beaucoup, il y a encore un pas psychologique à franchir, celui d'accepter d'être aidé», admet Patrick Tanner, qui espère commercialiser un millier d'exemplaires d'Anemon en Suisse en 2014.

CLAIRE MULLER ■

+ D'INFOS www.anemon-sa.ch

L'ÉCHO DES CAMPAGNES

Chaque mois, des producteurs romands font le point sur les travaux agricoles en cours dans leur exploitation.



Bertrand Godel, Ecublens (FR)
70 hectares dont 55 en surfaces herbagères et une dizaine en céréales, 70 vaches laitières.

«Cet hiver, j'ai pris beaucoup de temps pour m'informer sur la politique agricole 2014-17 et participer à des séances, notamment concernant la qualité du paysage. J'ai maintenant une idée assez claire de la stratégie et des décisions que je vais prendre. La principale, c'est la mise en place d'un réseau écologique de 300 hectares à l'échelle de notre village. Dans deux semaines, nous allons justement déposer notre dossier devant les autorités. Sur l'exploitation, on s'occupe de remettre en état les machines et de faire un peu d'entretien. Impossible par contre d'aller travailler en forêt, car le sol n'est pas gelé.»



Laurent Godel, Domdidier (FR)
20 hectares en bio dont 5 de maïs, 2 de haricots, 3 de soja, 5 de blé et le reste de surfaces herbagères, 3000 poulets à l'engraissement.

«L'hiver, l'élevage de poulets en plein air nous donne plus de travail qu'à la belle saison. Apporter l'aliment, déplacer les tuyaux d'eau, tout est plus compliqué quand il fait mauvais. Du côté des champs, j'ai des parcelles à labourer, des terres particulièrement lourdes, mais pour cela j'attends qu'il gèle!»



Silvio Baume, Les Breuleux (JU)
32 hectares de surfaces herbagères et 25 vaches laitières.

«Ici, dans les Franches-Montagnes, on a l'habitude d'hivers rigoureux. Autant dire que celui-ci nous semble doux! Il y a bien 30 cm de neige, mais le sol n'est pas gelé en dessous. 2014 pourrait donc bien être une année à campagnols chez nous. Comme il ne fait pas froid, ils continuent à proliférer sous la neige, et au printemps, ce sera la catastrophe dans nos pâturages. A l'écurie tout va bien, mais on sent que le fourrage récolté en 2013 est de qualité moyenne: les vaches produisent moins de lait.»

LE COUP DE FIL À L'ÉTRANGER

En Normandie, les raisons de la colère

Aline et Sébastien Catoir sont de jeunes agriculteurs normands, installés depuis 2010 à Conteville, sur une exploitation comptant 106 hectares et 57 vaches laitières. Ils sont tous deux très engagés dans la défense professionnelle.

Comment se déroule pour vous l'hiver en Normandie?

► Il est doux et très pluvieux! Tous nos semis d'hiver (blé, orge, colza) souffrent, car les sols sont saturés d'eau. Il est tombé près de 80 mm depuis Noël, et il avait déjà bien plu auparavant. Nos fumières et fosses à lisier menacent déjà de déborder et nous ne sommes qu'en février! A l'étable, nous avons eu la mauvaise surprise de découvrir deux génisses atteintes de la BVD (diarrhée virale bovine, éradiquée en Suisse depuis 2012), contaminées par un élevage voisin. Nous avons dû abattre nos deux bêtes et effectuer des tests sur le reste du troupeau, heureusement négatifs. Le problème avec la BVD, c'est que le plan de lutte n'a rien d'obligatoire pour les éleveurs, donc la maladie va continuer à se propager. Dans notre région, ce sont les animaux sauvages – sangliers,

cerfs, chevreuils, blaireaux – qui seraient la cause de la propagation de cette maladie.

Que vous réserve la prochaine politique agricole commune (PAC) 2015-2019?

► Le point d'achoppement est la redistribution des aides (DPU). Le niveau de soutien par exploitation dépendait jusqu'à présent du département dans lequel elle était située. Désormais, les DPU vont être homogénéisées au niveau national. En Normandie, et particulièrement en Seine-Maritime où nous avons des productions relativement intensives, nous sommes les grands perdants de cette nouvelle redistribution. Actuellement, nous recevons 360 euros de DPU à l'hectare. Avec la nouvelle PAC, nous allons perdre jusqu'à 30%, soit 11 000 euros de moins sur 38 000.

Que vous évoque la loi d'avenir agricole récemment votée à l'Assemblée nationale de votre pays?

► Les propositions du gouvernement visent à valoriser l'emploi et l'installation des jeunes, ce qui est à nos yeux très positif. Par contre, nous sommes perplexes quant au projet du ministre Le Foll, qui est de renforcer la compétitivité des filières

(agriculture, agroalimentaire, forêt) en passant d'un modèle productiviste à l'agroécologie.

Quels sont vos autres motifs d'insatisfaction?

► La politique de prix du lait imposée par les industriels et les distributeurs. Le prix du lait était à la hausse en 2013 (418 euros pour 1000 litres en décembre dernier), mais, paradoxalement, nous n'avons jamais si mal gagné notre vie: le prix de l'aliment pour le bétail – concentrés, pulpe de betteraves ou soja – a pris l'ascenseur ces derniers mois. Par ailleurs, la fin des contingents laitiers approche: le 1^{er} mai 2015, ils disparaîtront dans toute l'Europe. Les négociations entre acheteurs et producteurs pour la mise en place de l'après-quotas avancent, mais nous nous sentons fréquemment lésés. Le problème, c'est que les producteurs s'organisent en structures interrégionales et ont beaucoup de peine à s'entendre, car leurs intérêts diffèrent selon leur département.

PROPOS RECUEILLIS
PAR CLAIRE MULLER ■

